

cer à ce qui fait sa gloire et sa fortune commerciales est une utopie qui aurait dû germer ailleurs que dans le cerveau des hommes intelligents qui composent le conseil du Board of Trade.

Il est vrai qu'en d'autres circonstances la résolution dont il s'agit ne fût point née. Mais actuellement la guerre dans le Sud-Africain a plus ou moins monté les esprits et c'est à qui renchérit sur les professions de foi de loyalisme et d'impérialisme. Nous assistons à une explosion de sentiments à jet continu et c'est une semblable explosion qui donné naissance au projet du Board of Trade, le préambule de la résolution en est la meilleure preuve.

Il est proposé que les colonies participent à la défense terrestre et maritime de l'Empire. C'est alors l'obligation pour les colonies de fournir le nombre d'hommes que dans ses guerres futures la Grande-Bretagne pourra leur demander. Chaque colonie étant forcée de fournir ces hommes, devra à son tour obliger un certain nombre d'hommes à prendre les armes s'il ne se trouve pas assez de volontaires pour répondre aux demandes de la métropole. C'est donc le service militaire obligatoire en perspective. Qu'on consulte le pays sur cette question du service obligatoire et on connaîtra sa réponse. Elle n'est pas douteuse : le pays n'en voudrait même pas entendre parler.

A propos du traité commercial qui lierait la Grande-Bretagne et ses colonies, nous avons dit que la première ne renoncerait pas à la liberté commerciale ; quant aux colonies qui imposeraient une taxe spéciale sur les produits importés des pays autres que ceux faisant partie de l'empire, elles compromettraient plus ou moins gravement, selon leur situation, leurs relations et leurs intérêts commerciaux.

En ce qui concerne le Canada, croit-on que le pays ne souffrirait pas de l'imposition d'une taxe sur les quantités de marchandises importées des Etats Unis.

Ce serait bien pis encore pour les îles des Antilles qui, quoique possessions anglaises, ont des relations commerciales beaucoup plus étroites et plus étendues avec les Etats-Unis qu'avec la Grande-Bretagne.

Et puis, croit-on, que les nations étrangères ne se défendraient pas, qu'elles assisteraient les bras croisés à une levée de boucliers qui menacerait leur commerce et leurs industries.

Admettons un instant que, dans l'état actuel de la population du Canada et du développement de sa production agricole et industrielle, nous sommes capables d'écouler tous nos produits au Royaume-Uni, et que nous n'ayons, par conséquent, pas à souffrir des mesures de représailles qui pourraient être prises contre les produits canadiens au dehors.

Mais cet état de choses ne durera pas et ne doit pas durer ; personne ne doit le souhaiter ; nous devons tous, au contraire, hâter de nos vœux l'accroissement de la population du Canada et l'augmentation de notre production. Il est donc plus urgent pour nous de nous créer des relations et des débouchés au dehors, au lieu de nous confiner dans le splendide isolement qui, pour être celui de l'empire, au lieu d'être celui de la Grande-Bretagne n'en est pas moins un isolement.

Et puis, le développement du Canada en population, en production, en richesses, ne doit-il pas fatalement un jour nous faire désirer et nous procurer l'indépendance, c'est-à-dire la liberté, but suprême des hommes, comme des sociétés et des nations.

Pourquoi alors nous forger des liens qui nous tiendront enchaînés